



Personne n'envoie ses enfants à l'école pour leur apprendre à aimer la guerre



La réalité de la rentrée scolaire 2026 est tout sauf idyllique. Au nom de l'austérité, on ferme des classes, on entasse les élèves qui restent, on dégrade les conditions de travail de tous les personnels...

Et comme si cela n'était pas suffisant, le gouvernement annonce une nouvelle « cérémonie commémorative annuelle d'hommage à tous les morts pour la France (...) dans chaque établissement du **1^{er} et du 2nd degré** », de l'école primaire au lycée.

Alors que de nombreux pays sont dirigés par des va-t-en guerre et que l'industrie de l'armement ne se cache pas pour financer les hommes politiques (parce que, oui, c'est souvent des hommes), le dernier ministre de l'Éducation Nationale en date, Monsieur Geffray, annonce dans une circulaire que les personnels pourraient être « mobilisés » pour que nos enfants deviennent « conscients de partager une destinée commune ».

N'allons pas y voir un désir d'humanité pour faire face aux défis que représentent les bouleversements climatiques.

En association avec des « réservistes opérationnels » ou des « associations du monde combattant », il s'agit très ouvertement de **propagande militariste**.

Une partie du budget de l'Éducation Nationale est déjà détournée dans des « classes de défense et de sécurité globale » dès le collège. Personne n'est dupe, elles sont surtout implantées dans les quartiers populaires et servent à préparer les esprits de futures recrues.

Mais l'école n'acceptera plus de jouer le jeu des nationalistes en dressant des enfants à obéir, en leur faisant miroiter des combats glorieux.

Non, la guerre n'a rien de désirable.

Non, les massacres du passé n'ont rien de glorieux.

Notre destinée commune est d'habiter la Terre en paix.

Partout en France des voix s'élèvent, des intersyndicales s'organisent, pour dénoncer la loi de programmation militaire et ses conséquences sur les services publics, c'est notre héritage, notre bien commun qu'on détourne.

Nous n'accepterons pas qu'un deuil serve de prétexte pour embrigader nos enfants.

Bien sûr, nous exigeons de toutes nos forces le retrait de la circulaire sur le 11 Novembre parue au Bulletin officiel du 2 juillet 2026.

Au nom des principes de la République, au nom de notre liberté pédagogique, nous n'organiserons pas ces cérémonies. Nous refuserons d'y participer.

Et nous continuerons à faire résonner, de toutes nos forces, les valeurs universelles de **justice** et de **paix**.